

## ARRETE DU MAIRE

### PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE DE LA CIRCULATION ET DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LA ROUTE DE FRONTON

Le Maire d'Aucamville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Considérant la demande du service DGDEP/ITE/ Domaine Projets Structurants,

Considérant l'autorisation DAET N°T22AUC09087 de Toulouse Métropole,

Considérant que pour permettre des travaux sur le réseau d'assainissement, la création d'un passage bateau et la réfection de chaussée et afin d'assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers de la voie il y a lieu de réglementer la circulation et l'occupation du domaine public selon les dispositions suivantes,

## A R R E T E

**Article 1 :** La circulation sera alternée et l'occupation du domaine public sera autorisée sur la route de Fronton dans sa portion comprise entre le n°77 et le n°69.

Cette réglementation sera applicable du lundi 21 novembre 2022, 08 heures au mardi 20 décembre 2022, 19 heures.

**Article 2 :** L'entreprise autorisée à occuper le domaine public est Eiffage TP SO Flourens, ZI de la Madeleine, BP 23259 Flourens 31132 BALMA.

**Article 3 :** La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle de la Police municipale, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

**Article 4 :** La Brigade de Gendarmerie locale, la Police municipale et tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté. L'affichage de l'arrêté sur la zone de travaux est à la charge de l'entreprise mandatée.

**Article 5 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le *Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV, 31000 Toulouse* ou sur l'application informatique *Télérecours*, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Aucamville, le 14 novembre 2022

Le Maire,

Gérard ANDRE

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la « loi informatique et libertés » du 6 janvier 1978. Pour l'exercer contacter la mairie).